



« CHOOSE » LA NÉGOCIATION COLLECTIVE!

Une réunion technique avait lieu la semaine dernière, dans le cadre de l'agenda social autonome, pour poser les jalons de la future négociation sur l'emploi des jeunes. La situation est connue : un faible taux d'emploi des 15-24 ans, à peine 35%, près de dix points en dessous de la moyenne OCDE, des parcours professionnels hachés, une entrée tardive dans le CDI et près d'un million et demi de jeunes NEETS (ni en études, ni en emploi, ni en formation).

Cette question de l'emploi des jeunes est donc une priorité. Priorité de redonner au travail des jeunes plus d'attractivité, priorité de proposer des offres d'emploi de qualité et non des contrats précaires, priorité pour mieux accompagner les jeunes décrocheurs ! Un travail est nécessaire sur l'orientation, notamment vers les filières porteuses d'avenir, sur l'accès à l'emploi, sur les parcours professionnels, sur les politiques de formation, en particulier dans les branches, sur le logement... Les sujets ne manquent pas. Il est nécessaire de démarquer cette négociation rapidement.

Elle n'est que le point de départ d'un agenda social plus large et inscrit dans le long terme. Construire, prévoir à l'horizon de vingt ans, c'est remettre l'emploi au cœur de notre modèle productif et du financement de notre protection sociale, c'est faire de l'industrie une priorité nationale.

Et faire de l'industrie une priorité, ce n'est pas seulement faire de la communication lors du sommet *Choose France*, qui met en avant chaque année l'attractivité économique

de notre pays et est l'occasion de faire des annonces sur des investissements « records » d'entreprises étrangères. Ces projets doivent évidemment être accueillis positivement, il convient aussi de s'assurer qu'ils sont véritablement créateurs d'emplois. Mais ces annonces ne peuvent pas occulter la situation dégradée de bon nombre de nos secteurs industriels et la nécessité de mettre en œuvre urgemment des mesures ambitieuses pour changer la donne.

L'agenda autonome, c'est aussi pour FO reprendre la main sur notre protection sociale. C'est trop important pour laisser l'État s'occuper de tout et gérer seul. La

première étape, c'est gérer paritairement notre système de retraite par répartition ! Nous poursuivons aussi le combat pour protéger notre système de retraite par répartition, y compris à la conférence TER. La Sécu est à nous, on doit en reprendre la gouvernance !

REPRENDRE LA MAIN SUR NOTRE PROTECTION SOCIALE

À un moment où la démocratie politique s'enlise, les acteurs sociaux – organisations patronales comme syndicales – doivent reprendre leur place, après plusieurs années de recul du paritarisme. C'est par la négociation que nous pouvons trouver les réponses adaptées aux enjeux qui se posent dans le monde du travail : sur l'emploi, sur l'amélioration des conditions de travail, ou encore sur les défis qui se posent avec la diffusion de l'IA ou l'exigence de la transition climatique... Autant de thèmes qui ont un impact social et sont donc de la compétence des organisations syndicales. FO, libre et indépendante, jouera pleinement son rôle et fera avancer ses revendications !

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr